



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

11 Laurier St./11, rue Laurier

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Miscellaneous Special Projects Division (XN)/Division
des projets spéciaux divers (XN)
Canadian Building
219 Laurier Ave. West, 13th Floor
Room 13077
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Solution d'achats électronique(SAE)	
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-131350/H	Amendment No. - N° modif. 028
Client Reference No. - N° de référence du client 20131350	Date 2016-10-27
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XN-111-30112	
File No. - N° de dossier 111xn.EN578-131350	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-11-21	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Thauvette, Maxime	Buyer Id - Id de l'acheteur 111xn
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2201 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**Demande de propositions
(DP)****Modification de sollicitation: 028****But:**

Le but de cette modification est de modifier la demande de propositions (DP) et de fournir des réponses aux questions reçues en ce qui concerne la présente DP.

(A) CHANGEMENTS**CHANGEMENT: 172**

À la section 4.2.3.2 *Évaluation des critères financiers obligatoires 2 à 9 (CFO 2 – CFO 9)* de la DP, supprimer toutes références à "CFO 9" et remplacer par "CFO 10".

CHANGEMENT: 173

Supprimer la section 7.4.2 *Conditions générales supplémentaires* en entier.

CHANGEMENT: 174

À la section 7.10.1 *Modalité de paiement*, dans la sous-section (iii) *Services optionnels* sous l'article b. *Option pour les fils d'appel d'offres*, insérer:

Rajustement annuel en fonction de l'inflation pour les Prix de lot ferme des options pour les fils d'appel d'offres

Dans l'éventualité où le Canada n'exercerait pas ce service optionnel durant la période initial du contrat, les prix de lot ferme unique des options pour les fils d'appel d'offres seront assujettis à un rajustement annuel en fonction de l'inflation à partir de la première année d'option du contrat. Le rajustement correspondra à l'augmentation de l'indice d'ensemble des prix à la consommation, mensuellement (CANSIM, tableau 326-0020) pour janvier de l'année en cours par rapport au même indice pour janvier de l'année précédente, tel que publié par Statistique Canada pour l'année précédente. Les rajustements subséquents seront calculés sur la base des prix de lot ferme précédents les plus récents. Si l'indice d'ensemble des prix à la consommation est négatif, il sera considéré comme nul pour les besoins du rajustement.

CHANGEMENT: 175

À la section 7.10.1 *Modalité de paiement*, dans la sous-section (iii) *Services optionnels* sous l'article c. *Option pour la SECTION F – Gestion financière pour les fils d'appel d'offres*, insérer:

Rajustement annuel en fonction de l'inflation pour les Prix de lot ferme par version du SMGF pour la phase de transition de la gestion financière

Dans l'éventualité où le Canada n'exercerait pas ce service optionnel durant la période initial du contrat, les prix de lot ferme unique par version du SMGF pour la phase de transition de la gestion financière seront assujettis à un rajustement annuel en fonction de l'inflation à partir de la première année d'option du contrat. Le rajustement correspondra à l'augmentation de l'indice d'ensemble des prix à la consommation, mensuellement (CANSIM, tableau 326-0020) pour janvier de l'année en cours par rapport au même indice pour janvier de l'année précédente, tel que publié par Statistique Canada pour l'année précédente. Les rajustements subséquents seront calculés sur la base des prix de lot ferme précédents les plus récents. Si l'indice d'ensemble des prix à la consommation est négatif, il sera considéré comme nul pour les besoins du rajustement.

CHANGEMENT: 176

À la section 7.10.1 *Modalité de paiement*, dans la sous-section (iv) *Phase de transition de la Solution d'achats électroniques (SAE) d'une version du système ministériel de gestion financière et du matériel (SMGFM)*, insérer:

Rajustement annuel en fonction de l'inflation pour la Phase de transition de la Solution d'achats électroniques (SAE) d'une version du système ministériel de gestion financière et du matériel (SMGFM)

Dans l'éventualité où le Canada n'exercerait pas ce service optionnel durant la période initial du contrat, les prix de lot ferme unique de la phase de transition de la SAE d'une version du SMGFM seront assujettis à un rajustement annuel en fonction de l'inflation à partir de la première année d'option du contrat. Le rajustement correspondra à l'augmentation de l'indice d'ensemble des prix à la consommation, mensuellement (CANSIM, tableau 326-0020) pour janvier de l'année en cours par rapport au même indice pour janvier de l'année précédente, tel que publié par Statistique Canada pour l'année précédente. Les rajustements subséquents seront calculés sur la base des prix de lot ferme précédents les plus récents. Si l'indice d'ensemble des prix à la consommation est négatif, il sera considéré comme nul pour les besoins du rajustement.

CHANGEMENT: 177

À la section 7.15 *Ordre de priorité des documents*, sous la sous-section b. *les Conditions générales supplémentaires*,

SUPPRIMER : i. le document 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux, et

CHANGEMENT: 178

À la *Pièce jointe 1 de la partie 4 : Méthode d'évaluation et de sélection*, sous la section 7.1. *Critères financiers obligatoires*, ajouter:

SUPPRIMER: Pour les parties *Étape 1 – Évaluation préliminaire des critères financiers obligatoires (CFO 2 – CFO 9)* et *Étape 2 – Évaluation définitive des critères financiers obligatoires (CFO 2 – CFO 9)*

INSÉRER: Pour les parties *Étape 1 – Évaluation préliminaire des critères financiers obligatoires (CFO 2 – CFO 10)* et *Étape 2 – Évaluation définitive des critères financiers obligatoires (CFO 2 – CFO 10)*

CHANGEMENT: 179

À la *Pièce jointe 1 de la partie 4 : Méthode d'évaluation et de sélection*, sous la section 7.1. *Critères financiers obligatoires*, ajouter:

SUPPRIMER: Une soumission qui ne satisfait pas tous les critères financiers obligatoires soit à l'*Étape 2 – Évaluation définitive des critères financiers obligatoires (CFO 1)* ou à l'*Étape 2 – Évaluation définitive des critères financiers obligatoires (CFO 2 – CFO 9)*

INSÉRER: Une soumission qui ne satisfait pas tous les critères financiers obligatoires soit à l'*Étape 2 – Évaluation définitive des critères financiers obligatoires (CFO 1)* ou à l'*Étape 2 – Évaluation définitive des critères financiers obligatoires (CFO 2 – CFO 10)*

CHANGEMENT: 180

À la *Pièce jointe 1 de la partie 4 : Méthode d'évaluation et de sélection*, sous CFO 3 de la section 7.1. *Critères financiers obligatoires*,

SUPPRIMER: Le prix de lot ferme total pour la transition à la SAE (tableau 1 de l'annexe 3) doit être inférieur à 100 % du prix total de la soumission pour la phase opérationnelle de la SAE (tableau 2 de l'annexe 3).

INSÉRER: Le prix de lot ferme total pour la transition à la SAE (tableau 1 de l'annexe 3) doit être à 40 % ou moins du prix total évalué de la soumission pour la phase opérationnelle de la SAE (tableau 2 de l'annexe 3).

CHANGEMENT: 181

À la *Pièce jointe 1 de la partie 4 : Méthode d'évaluation et de sélection*, sous CFO 9 de la section 7.1. *Critères financiers obligatoires*,

SUPPRIMER: et son prix de lot ferme mensuel de la phase opérationnelle de la SAE

CHANGEMENT: 182

À la *Pièce jointe 1 de la partie 4 : Méthode d'évaluation et de sélection*, sous la section 7.1. *Critères financiers obligatoires*, ajouter:

CFO 10	Pour la phase opérationnelle de la SAE (tableau 2 de l'Annexe 3), les soumissionnaires doivent proposer un prix unitaire ferme pour les trois volets (1, 2 et 3) pour un seul des quatre paramètres (utilisateurs du GC, utilisateurs des approvisionnements, dépenses de catalogue et transactions), comme l'indique la section 7.10.1 de la Base de paiement de la DP.
--------	--

CHANGEMENT: 183

À la *Pièce jointe 1 de la partie 4 : Méthode d'évaluation et de sélection*, dans la section 7.1.3 *Évaluation de la note financière* sous l'élément d., supprimer la section "Exemple" dans sa totalité et remplacer par ce qui suit:

Exemple

Exemple de quatre soumissions reçues pour cette DP (les nombres sont fournis à titre indicatif et en aucun cas représentatif de la tarification prévue par le Canada) :

Soumissionnaire A :

Point	Frais applicables	Total partiel
1	CTEP pour la phase de transition à la SAE	5 000 000 \$
2	CTEP pour la phase opérationnelle de la SAE	6 000 000 \$
3	CTEP pour les services professionnels	1 000 000 \$
4	CTEP pour Travaux optionnels - Gestion financière	1 000 000 \$
5	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la gestion financière pour les instances du SMGF	500 000\$
6	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la SAE pour les instances du SMGF	1 500 000\$
CTEP (addition des totaux partiels des points 1 à 6)		15 000 000 \$

Soumissionnaire B :

Point	Frais applicables	Total partiel
1	CTEP pour la phase de transition à la SAE	5 000 000 \$
2	CTEP pour la phase opérationnelle de la SAE	7 000 000 \$
3	CTEP pour les services professionnels	1 500 000 \$
4	CTEP pour Travaux optionnels - Gestion financière	500 000 \$
5	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la gestion financière pour les instances du SMGF	1 000 000\$
6	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la SAE pour les instances du SMGF	2 000 000\$
CTEP (addition des totaux partiels des points 1 à 6)		17 000 000 \$

Soumissionnaire C :

Point	Frais applicables	Total partiel
1	CTEP pour la phase de transition à la SAE	2 500 000 \$
2	CTEP pour la phase opérationnelle de la SAE	4 500 000 \$
3	CTEP pour les services professionnels	1 000 000 \$
4	CTEP pour les Travaux optionnels - Gestion financière	1 000 000 \$
5	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la gestion financière pour les instances du SMGF	250 000\$
6	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la SAE pour les instances du SMGF	750 000\$
CTEP (addition des totaux partiels des points 1 à 6)		10 000 000 \$

Soumissionnaire D :

Point	Frais applicables	Total partiel
1	CTEP pour la phase de transition à la SAE	7 000 000 \$
2	CTEP pour la phase opérationnelle de la SAE	13 000 000 \$
3	CTEP pour les services professionnels	3 000 000 \$
4	CTEP pour les Travaux optionnels - Gestion financière	1 000 000 \$
5	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la gestion financière pour les instances du SMGF	2 000 000\$
6	Prix réduit évalué pour la phase de transition de la SAE pour les instances du SMGF	4 000 000\$
CTEP (addition des totaux partiels des points 1 à 6)		30 000 000 \$

Résultats :

	Total des frais	Écart	Note brute normalisée	Correction (%)	Note (sur 3 000)
Soumissionnaire A	15 000 000 \$	(3 000 000) \$	0,833	67 %	1 674,33
Soumissionnaire B	17 000 000 \$	(1 000 000) \$	0,944	59 %	1 670,88
Soumissionnaire C	10 000 000 \$	(8 000 000) \$	0,556	100 %	1 668
Soumissionnaire D	30 000 000 \$	12 000 000 \$	0,333	33 %	329,67
Total de toutes les soumissions				72 000 000 \$	
Moyenne				18 000 000 \$	
Nombre de soumissionnaires				4	

CHANGEMENT: 184

À la Pièce jointe 2 de la Partie 4 – Évaluation technique, dans la colonne « Exigences relatives à la présentation des soumissions » du critère C3.1 de la section 4. Critères cotés,

SUPPRIMER : i. fournir un organigramme et une description de chaque poste proposé pour son organisation dont le type, le niveau, la quantité, les fonctions exécutées et les compétences typiques;

INSÉRER : i. fournir un organigramme et une description de chaque poste proposé pour son organisation dont le type, le niveau, la quantité, les fonctions exécutées et les compétences typiques qui se rapportent au poste;

CHANGEMENT: 185

Supprimer la *Pièce jointe 3 de la partie 4 : Contrôle de validation de la proposition (CVP)* dans sa totalité et la remplacer par ce qui suit:

PIÈCE JOINTE 3 DE LA PARTIE 4 : CONTRÔLE DE VALIDATION DE LA PROPOSITION (CVP)

1. MÉTHODOLOGIE DU CONTRÔLE DE VALIDATION

Le contrôle de validation vise à valider la conformité de la solution proposée par le soumissionnaire par rapport à un échantillon des exigences de la présente demande de soumissions. Dans le contrôle de validation, le soumissionnaire devra démontrer des tâches précises se rapportant à un ensemble d'exigences, comme il est décrit à l'annexe 1 – Énoncé des travaux (EDT). Le tableau suivant présente les exigences ainsi que les tâches associées qui doivent être démontrées par le soumissionnaire dans le contrôle de validation. Le soumissionnaire peut démontrer les tâches dans l'ordre de son choix, mais il doit démontrer toutes les tâches dans le délai imparti pour réussir le contrôle de validation.

2. EXIGENCES

Section de l'EDT	Exigence	Tâches que le soumissionnaire doit démontrer pour réussir le contrôle de validation
A-02.01	Faire des recherches fondées sur les champs à déclarer, les attributs des documents et les métadonnées.	<ol style="list-style-type: none"> 1. Effectuer une recherche fédérée des articles répertoriés dans de multiples catalogues. 2. Filtrer les résultats de recherche par fourchettes de prix. 3. Exporter les résultats de recherche vers un fichier CSV.
A-03.01	<p>Permettre aux administrateurs autorisés de configurer les caractéristiques et les éléments opérationnels existants, d'en créer des nouveaux et de contrôler le comportement opérationnel (comme les conditions qui doivent être respectées avant que l'utilisateur puisse modifier une commande) à l'aide des règles opérationnelles. Plus particulièrement, ils doivent être en mesure d'effectuer les opérations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> i. ajouter de nouvelles caractéristiques ou modifier la fonctionnalité des caractéristiques existantes; ii. configurer le type de caractéristique (numéro, texte libre, argent, liste de sélection, booléen, pièce jointe/document téléchargé, recherche, etc.); iii. configurer l'onglet de commandes et la position de l'interface graphique utilisateur de la caractéristique; iv. configurer les propriétés et le comportement à l'échelle de la caractéristique (étiquettes, aide au 	<ol style="list-style-type: none"> 4. ajouter un nouveau champ de texte de format libre à une demande d'achat et démontrer les fonctions suivantes au niveau du champ : <ol style="list-style-type: none"> a. créer une étiquette; b. définir une valeur par défaut; c. définir le champ comme étant obligatoire ou facultatif. 5. ajouter un nouveau champ de date à une demande d'achat; 6. ajouter un nouveau champ de pièce jointe à un profil de fournisseur; 7. créer et appliquer des règles de validation pour une demande d'achat; 8. ajouter de nouveaux champs à la mise en page de l'impression de la commande.

	<p>moyen du pointage de la souris, obligatoire/facultatif, visibilité, valeur par défaut, etc.);</p> <ul style="list-style-type: none"> v. créer des règles opérationnelles et des règles de validation; vi. configurer la mise en page des impressions; vii. préciser les caractéristiques internes de la SAE et les caractéristiques partagées avec le fournisseur (dans le cadre d'une DX ou d'une commande, etc.); viii. préciser les caractéristiques de données déjà inscrites au moment de la création de l'élément (comme les données de l'utilisateur à partir de son profil au moment de la création de la demande); ix. préciser les caractéristiques de données reportées à des éléments opérationnels connexes dans un processus (p. ex. création de commandes à partir de paniers d'achat); x. préciser les caractéristiques à inclure au moment de copier l'élément opérationnel; xi. préciser le comportement (règles opérationnelles, règles de validation, etc.) qui s'applique au moment de la modification d'un élément opérationnel. 	
A-10.01	<p>Permettre aux administrateurs autorisés de créer, de configurer et de gérer les modèles du processus automatisé d'approbation du flux de travail pour chacun des éléments opérationnels (comme les demandes, les DX, le profil du fournisseur et de l'utilisateur, etc.).</p> <p>Les administrateurs autorisés doivent être en mesure de configurer les modèles du processus d'approbation du flux de travail en fonction des données du système, des règles opérationnelles et des groupes/rôles/permissions.</p> <p>À chaque arrêt du flux de travail, les administrateurs autorisés doivent être en mesure de déterminer les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. la séquence (la position de cet arrêt par rapport à d'autres arrêts); ii. le type d'arrêt, soit séquentiel ou parallèle; iii. la personne responsable (groupe ou personne); 	<p>9. Un utilisateur créant un processus d'approbation du flux de travail pour une DX, comprenant ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. deux arrêts séquentiels ou plus et au moins un arrêt parallèle; b. arrêts pour les observateurs seulement, approbation/refus et modification/approbation/refus; c. refus d'une demande; d. approbation d'une demande; e. arrêts attribués à une personne; f. arrêts attribués à un groupe; g. règles d'acheminement à l'échelon supérieur.

	<ul style="list-style-type: none"> iv. la mesure requise (observation, approbation/rejet ou modification/approbation/rejet); v. la liste de raisons acceptables justifiant l'approbation ou le rejet; vi. les règles d'acheminement à l'échelon supérieur (durée de l'inactivité, groupe ou personne à qui transmettre l'information). 	
A-10.04	Permettre aux utilisateurs d'ajouter des étapes à un flux de travail particulier, sans pour autant les ajouter au modèle comme tel (p. ex. ajouter des approbateurs ponctuels).	10. L'utilisateur ajoutant manuellement des arrêts de flux de travail.
A-10.15	Permettre d'utiliser un outil graphique ou textuel pour créer et configurer des flux de travail et les mettre à l'essai dans un environnement de simulation.	11. L'utilisateur créant et mettant à l'essai un processus d'approbation du flux de travail pour un profil de fournisseur.
A-11.02	Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer des règles opérationnelles pour l'affectation automatique de dossiers d'achat aux groupes ou aux membres d'une équipe des approvisionnements.	12. Configurer une règle opérationnelle pour attribuer un dossier d'approvisionnement à un utilisateur individuel en fonction des biens et services figurant au dossier.
A-11.03	Permettre à l'utilisateur autorisé de gérer les membres de l'équipe participant à l'activité de sélection des fournisseurs.	13. Attribuer les membres de l'équipe à une activité de sélection des fournisseurs.
B-03.01	Permettre aux administrateurs autorisés de configurer et d'utiliser différents modèles réutilisables comprenant différentes fonctions et commandes, dont la capacité de choisir un tableau de bord parmi différents tableaux de bord configurables.	14. Un administrateur autorisé configurant un modèle de tableau de bord.
B-03.06	Permettre aux utilisateurs de structurer leur tableau de bord.	15. Un utilisateur organisant son tableau de bord (selon les modèles créés à B-03.01) et ajoutant un rapport de dépenses lié au contrat.
B-04.06	Communiquer avec tous les utilisateurs du portail ou à un sous-ensemble d'utilisateurs du portail (p. ex. être au moins capable de créer des listes de distribution des courriels).	16. Un utilisateur créant dans le système une liste de distribution des courriels de tous les titulaires de cartes d'achat.
C-01.11	Permettre à l'utilisateur du gouvernement du Canada d'attribuer plusieurs codes financiers à l'article d'une demande.	17. Un utilisateur créant une demande qui comprend trois articles et attribuant un code financier différent à chaque article.
C-01.15	Suivre chaque article au moyen du processus d'approvisionnement et relier chaque article à la demande initiale.	18. Suivre un article à partir du catalogue jusqu'à la demande d'achat, la commande, la réception et le règlement.
C-03.03	Permettre aux utilisateurs autorisés de rechercher différents artefacts et modèles dans des dépôts centraux pendant la création de la DX.	<p>19. Rechercher une clause dans la bibliothèque de clauses et l'ajouter la clause dans le cadre de la création d'une DX.</p> <p>20. Rechercher un modèle de DX et créer une DX selon ce modèle.</p>

		21. Rechercher un modèle de contrat et créer un contrat selon ce modèle.
C-04.02	Permettre à l'utilisateur autorisé de créer et de gérer des listes réutilisables de fournisseurs.	22. Créer une liste de fournisseurs selon un code de produit.
C-05.01	Permettre aux fournisseurs de remplir et de présenter des soumissions électroniques.	23. Un fournisseur remplissant et soumettant un formulaire de présentation de soumissions qui doit comprendre au moins les éléments suivants : a. un champ normalisé obligatoire; b. un champ normalisé facultatif.
C-05.04	Permettre à l'utilisateur autorisé d'entrer manuellement les soumissions reçues par l'intermédiaire d'un autre système que la SAE, ainsi que la date et l'heure à laquelle elles ont été présentées.	24. Saisir manuellement les soumissions reçues en dehors de la SAE. 25. Suivre automatiquement la date et l'heure de présentation d'une soumission.
C-05.05	Générer un registre officiel (p. ex. accusé de réception électronique) pour les soumissions en ligne et hors ligne.	26. Créer un registre officiel pour la présentation des soumissions en ligne et des soumissions hors ligne.
C-05.06	Permettre au fournisseur de retirer des soumissions et de présenter de nouveau une soumission définitive avant la date de clôture des soumissions.	27. Un fournisseur retirant une soumission électronique et la présentant de nouveau.
C-06.02	Permettre à l'utilisateur autorisé d'accéder aux soumissions après la clôture des soumissions.	28. Consulter une soumission après la clôture des soumissions. 29. Restreindre l'accès aux soumissions avant la clôture des soumissions.
C-06.04	Permettre aux évaluateurs de documenter leurs résultats à l'aide de grilles d'évaluation préconfigurées au moyen de formules intégrées.	30. Établir des grilles d'évaluation à l'aide des formules intégrées. 31. Attribuer les grilles d'évaluation aux utilisateurs 32. Évaluer les soumissions à l'aide des grilles d'évaluation.
C-06.07	Mettre en place des processus d'évaluation individuelle et consensuelle en équipe.	33. Gérer les résultats du processus d'évaluation qui ont été reçus des deux évaluateurs.
C-06.11	Calculer la note définitive d'une soumission en fonction des formules définies dans la DX et de la méthode de sélection.	34. Calculer la note définitive d'une soumission en fonction de la méthode d'évaluation et de sélection.
C-07.02	Permettre à l'utilisateur autorisé d'attribuer des contrats à la suite d'un processus concurrentiel.	35. Attribuer un contrat à un fournisseur qui a été retenu à l'issue d'un processus concurrentiel comprenant au moins trois propositions de fournisseur dont : a. une n'est pas conforme (ne respecte pas les critères obligatoires); b. l'autre proposition est conforme, mais a obtenu une

		note inférieure dans l'évaluation à celle du soumissionnaire retenu.
C-07.07	Permettre à l'utilisateur autorisé de configurer des caractéristiques de passation de contrats (p. ex. date de début et date de fin du contrat, périodes d'option, services optionnels, limites et niveaux de tolérance du contrat).	36. Configurer les caractéristiques de contrats (date de début et date de fin du contrat, périodes d'option, limites du contrat).
C-08.06	Permettre à l'utilisateur autorisé de créer, d'approuver, de gérer et de contrôler les modifications au contrat.	37. Créer et approuver une modification au contrat.
C-10.01	Permettre à l'administrateur autorisé de créer et de gérer un répertoire de clauses (bibliothèque) dans les deux langues officielles que l'utilisateur autorisé peut consulter pour créer une DX, des modifications à la DX, des contrats et des modifications au contrat.	38. Créer une bibliothèque de clauses comprenant au moins trois clauses dans les deux langues officielles.
C-10.02	Permettre à l'administrateur autorisé de déterminer des clauses organisationnelles et personnalisées et de désigner des clauses qui nécessitent la modification d'un flux de travaux.	39. Désigner une clause qui doit faire l'objet d'un flux de travaux si elle est modifiée. 40. Créer la règle relative au flux des travaux permettant d'acheminer la version modifiée de la clause à un gestionnaire des contrats pour approbation 41. Un utilisateur modifiant la clause. 42. Acheminer la clause au gestionnaire pour approbation 43. Un gestionnaire approuvant la clause. 44. Montrer les répercussions du changement.
D-01.01	Permettre aux administrateurs autorisés de configurer et de gérer les catalogues. Ils doivent être en mesure d'accomplir les tâches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> i. ajouter de nouveaux champs et régler le type de champ (nombre, texte libre, liste de sélection, booléen, pièce jointe/document téléchargé, etc.); ii. établir des règles administratives et des règles de validation; iii. configurer le comportement à l'échelle du champ (étiquettes, aide au moyen du pointage de la souris, obligatoire/facultatif, visibilité, valeur par défaut, etc.); iv. configurer l'interface graphique utilisateur et la mise en page des impressions; v. préciser les champs internes de la SAE et les champs partagés avec le fournisseur (pour les demandes et les commandes); 	45. Ajouter un nouveau champ dans un catalogue. 46. Charger de nouvelles données dans le champ de catalogue. 47. Chercher des articles au moyen du nouveau champ. 48. Afficher le nouveau champ dans les détails de l'article de catalogue. 49. Copier le nouveau champ dans le panier d'achat.

	<p>vi. préciser les attributs de données déjà inscrites au moment de la création du catalogue ou d'un article de catalogue;</p> <p>vii. préciser les champs copiés dans le panier d'achat lorsqu'un article de catalogue est ajouté au panier d'achat.</p>	
D-02.04	Exporter des catalogues dans différents formats de fichiers de données afin de permettre à un utilisateur autorisé de travailler dans le fichier hors ligne, puis de l'importer de nouveau dans la SAE.	<p>50. Exporter un catalogue dans le format XLS.</p> <p>51. Modifier le fichier exporté.</p> <p>52. Importer de nouveau le fichier dans la SAE.</p>
D-03.02	Permettre aux utilisateurs autorisés de créer les options de configuration (p. ex. la taille du disque dur d'un ordinateur) pour un article du catalogue configurable (p. ex. ordinateurs, véhicules) qui seront sélectionnées par l'utilisateur dans le panier d'achat.	53. Créer un catalogue contenant des options devant être choisies par l'utilisateur une fois que l'article a été sélectionné.
D-03.14	Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer les seuils de notification (p. ex. pourcentage ou montant) relatifs à la limite des fournisseurs individuels et à la limite cumulative pour la méthode d'approvisionnement si le montant des commandes passées atteint le seuil applicable.	54. Faire en sorte qu'un utilisateur ne puisse pas passer une commande supplémentaire une fois que la limite cumulative a été atteinte pour la méthode d'approvisionnement.
D-06.05	Permettre aux utilisateurs autorisés de configurer et de gérer la graduation des prix pour les articles qui figurent dans chaque catalogue qui sont utilisés pour déterminer le prix d'un panier d'achat individuel.	55. Utilisateur configurant la graduation des prix d'un catalogue.
D-08.04	Comparer les articles de catalogue en fonction de leurs caractéristiques (p. ex. prix, taille, poids, évaluation comparative).	56. Comparer deux articles de catalogues ou plus.
D-09.06	Permettre aux utilisateurs de naviguer dans le contenu d'un catalogue par l'intermédiaire d'une hiérarchie fondée sur les catégories.	57. Naviguer dans le contenu d'un catalogue en utilisant les catégories de biens et de services.
D-12.05	Permettre aux utilisateurs de sauvegarder le panier d'achat pour le récupérer plus tard.	58. Sauvegarder et rouvrir une demande d'achat.
D-14.02	Permettre aux fournisseurs de retirer une proposition à une demande d'achat jusqu'à l'émission de la commande.	59. Retirer une proposition d'une demande d'achat.
E-02.03	Permettre aux utilisateurs autorisés d'établir des prix fixes, des prix plafond et des taux pour les régions géographiques ainsi que les catégories et sous-catégories individuelles de tous les fournisseurs ou d'établir des prix individuels pour chaque fournisseur. Permettre aux utilisateurs autorisés d'établir des prix fixes, des prix plafond et des taux pour les régions géographiques ainsi que les catégories et sous-catégories individuelles de tous les fournisseurs ou d'établir	<p>60. Fixer un prix plafond pour le service.</p> <p>61. Permettre au fournisseur de saisir un prix inférieur au prix plafond.</p> <p>62. Accepter le nouveau prix.</p> <p>63. Achever la demande/la commande.</p>

	des prix individuels pour chaque fournisseur.	
E-08.01	Configurer et gérer une bibliothèque contenant des exemples d'EDT classés par administrateurs centraux ou autorisés.	64. Créer et modifier un EDT dans une bibliothèque.
G-01.01	Configurer, ajouter, supprimer et modifier des champs dans les rapports.	65. Ajouter un nouveau champ à un rapport existant.
G-01.04	Fournir et prendre en charge des rapports opérationnels préconfigurés, formatés et prêts à être imprimés, avec ou sans paramètres, qui peuvent contenir et représenter graphiquement des données et des mesures de divers objets opérationnels liés à l'approvisionnement, notamment des rapports sommaires ou détaillés sur : <ul style="list-style-type: none"> i. les bons de commande; ii. les demandes; iii. les articles de catalogue; iv. les contrats; v. les projets de sélection des fournisseurs; vi. les fournisseurs. 	66. Rapports concernant les bons de commande, les contrats et les projets de sélection des fournisseurs.
G-01.09	Permettre aux utilisateurs d'exporter des rapports normalisés préformatés et définis par les utilisateurs dans divers formats de fichiers et logiciels, notamment : <ul style="list-style-type: none"> i. MS Excel/MS Word; ii. fichier CSV; iii. fichier XML; iv. PDF. 	67. Exporter un rapport de bon de commande en formats MS Excel et PDF.
H-01.09	Permettre aux fournisseurs d'indiquer leur intérêt envers un ou plusieurs produits (p. ex. par code de produit, par offre de service, par région).	68. Un fournisseur signalant son intérêt dans son profil pour des biens et services selon la taxonomie UNSPSC.
H-01.10	Permettre aux fournisseurs de gérer et de tenir à jour des renseignements se rapportant notamment à leurs licences, à leurs cotes de sécurité, à leurs compétences et à leurs certifications dans leur profil, notamment : <ul style="list-style-type: none"> i. importer et joindre des copies électroniques de leurs compétences et de leurs certifications dans divers formats (p. ex. PDF, PPT, BMP, GIF, JPEG et JPG); ii. entrer et mettre à jour la période de validité des qualifications et des certifications (p. ex. dates d'échéance). 	69. Charger un nouveau certificat (PDF) dans un profil de fournisseur.
H-02.02	Permettre aux utilisateurs autorisés d'ajouter des remarques au sujet du rendement des fournisseurs.	70. Ajouter des notes à un profil de fournisseur.
H-02.03	Mesurer les progrès réalisés par les fournisseurs au chapitre du rendement, en assurer le suivi et établir des rapports à cet égard, et utiliser un	71. Mesurer les progrès réalisés par les fournisseurs au chapitre du rendement,

	examen du rendement à titre d'intrant dans les demandes de soumissions et les contrats à venir avec les fournisseurs.	en assurer le suivi et établir des rapports à cet égard.
H-02.04	Permettre aux utilisateurs autorisés d'accéder aux renseignements et aux données historiques sur les évaluations du rendement des fournisseurs en tout temps, notamment : i. pendant l'évaluation d'une DX; ii. pendant la gestion d'un contrat; iii. pendant la clôture d'un dossier d'approvisionnement.	72. Accéder à l'historique de l'évaluation du rendement du fournisseur durant l'évaluation d'une DX.
I-02.04	Configurer et gérer les processus d'importation et d'exportation habituels (prévus) et spéciaux en utilisant un ensemble configurable de critères de recherche, de champs, de formats de données, d'options de regroupement et de tri.	73. Configurer une tâche planifiée pour exporter un rapport sur les fournisseurs contenant au moins un champ personnalisé.
I-06.01	Créer et gérer les modèles de documents (p. ex. listes de vérification de l'approvisionnement, formulaires, feuilles de calcul) pouvant contenir du texte, des caractéristiques liées au format et des éléments d'un formulaire à remplir, tels que les champs de saisie de texte, les cases, les menus déroulants, les tables de données et les tableaux.	74. Créer une liste de contrôle des achats qui comprend au moins un champ de texte de format libre, une case à cocher et une liste déroulante.
J-01.01	Fournir un contrôle d'accès axé sur le rôle qui définit les droits des utilisateurs, ainsi que la fonctionnalité qu'ils peuvent utiliser dans la solution.	75. Empêcher l'utilisateur d'effectuer une commande à partir d'un catalogue selon le rôle de l'utilisateur.
J-01.11	Permettre aux administrateurs autorisés de déléguer leur rôle à un autre utilisateur pour une période configurable.	76. Déléguer un rôle à un autre utilisateur pour une période configurable.

CHANGEMENT: 186

À l'annexe 1 – Énoncé des travaux, version 2.1, section 4.3.2.5 Exigences d'interface de la SAE, supprimer l'exigence Pré.07 en entier.

CHANGEMENT: 187

À l'annexe 1 – Énoncé des travaux, version 2.1, section 4.5.1.1 Groupe 1 : Utilisateurs du gouvernement du Canada,

SUPPRIMER : La SAE doit interopérer avec le service de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès du GC.

INSÉRER : La SAE doit interopérer avec le service d'authentification centralisé interne (SACI) du GC.

CHANGEMENT: 188

À l'annexe 1 – Énoncé des travaux, version 2.1, sous l'exigence *SécurInt.01* du tableau 16 – Exigences en matière d'accès sécurisé pour les utilisateurs du GC,

SUPPRIMER : solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès.

INSÉRER : Service d'authentification centralisé interne (SACI)

CHANGEMENT: 189

À l'annexe 1 – Énoncé des travaux, Partie 6, section 6.13.3.1 Disponibilité des applications, Tableau 21 – Disponibilité des applications,

SUPPRIMER :
(06:00 à 24:00 HNE)

INSÉRER :
(06:00 à 24:00 HNE, 7 jours par semaine).

CHANGEMENT: 190

Dans la colonne *Description* de la section 1.0 Acronymes de l'annexe 6 – Acronymes,

SUPPRIMER : solution de gestion de l'identité, des justificatifs d'identité et de l'accès.

INSÉRER : Service d'authentification centralisé interne

CHANGEMENT: 191

À l'annexe 2 – Sécurité et protection des renseignements personnels, sous l'exigence E2.141,

SUPPRIMER : h) le contrôle et la modification de la SAE réservée sont interdits.

INSÉRER : h) le contrôle et la modification de la SAE réservée sont interdits. Cela ne s'applique pas aux processus opérationnels habituels comme la maintenance, la gestion des versions, la gestion des correctifs et la gestion des changements.

CHANGEMENT: 192

À l'Annexe 2 – Sécurité et protection des renseignements personnels, en ce qui a trait à l'exigence E2.167,

SUPPRIMER : a) les politiques et les procédures établies;

INSÉRER : a) les politiques et les procédures établies de l'entrepreneur;

CHANGEMENT: 193

Supprimer l'annexe 3 - Barème de prix dans sa totalité et la remplacer par l'annexe 3 - Barème de prix, version 4.1 en pièce-jointe.

(B) QUESTIONS**QUESTION: 560**Annexe 3, Barème de prix

Les coûts sont établis en fonction de la consommation lorsqu'il s'agit d'un modèle SaaS. Le barème de prix actuel semble favoriser un modèle de logiciel « installé localement » selon lequel les licences de logiciel sont perpétuelles et acquises une seule fois. Les modèles SaaS offrent le logiciel, l'infrastructure et les services de gestion des applications assortis des coûts, en fonction des paramètres opérationnels, p. ex., dépenses gérées. L'État pourrait-il fournir des paramètres pour que les fournisseurs SaaS puissent établir des coûts exacts pour la solution, obtenir les approbations requises à l'interne et offrir le meilleur rapport qualité-prix pour l'État? Si ces renseignements ne sont pas disponibles, les fournisseurs SaaS dont les actions sont émises dans le public ne pourront pas soumissionner le marché du fait que les coûts s'y rapportant n'ont pas été déterminés. Plus particulièrement, l'État pourrait-il :

- a) Modifier le Barème de prix de manière à indiquer des dépenses annuelles maximales pendant la durée du contrat. Les fournisseurs SaaS pourront ainsi prévoir les coûts avec exactitude et soumissionner la SAE.
- b) Ajouter une option d'augmentation progressive des coûts lorsque/si le seuil de dépenses annuelles maximales a été atteint ou si une capacité supplémentaire est requise.

RÉPONSE: 560

Veuillez consulter l'*annexe 3 – Barème de prix, version 4.1* révisée et les clauses révisées de la base de paiement qui ont été mises à jour par le Canada pour permettre d'établir le prix en fonction du volume.

QUESTION: 561Annexe 3 Barème de prix 3.0 Tableau 5.2 et Tableau 6:

Pour le tableau 5.2, la formule utilisée dans la cellule D204 est « =SUM(C196:D202)/20 », ce qui ne semble pas donner le résultat prévu pour le GC, soit la réduction totale moyenne pour de nombreux cas. Il existe un problème semblable à la cellule I204, et dans le tableau 6.2, cellules D290 et I290. Pouvez-vous confirmer si les formules ont été créées de la manière souhaitée?

RÉPONSE: 561

Veuillez consulter l'*annexe 3 – Barème de prix, version 4.1* dans laquelle le Canada a révisé la formule aux fins prévues.

QUESTION: 562

Comme semblent l'indiquer différentes dispositions et Questions et réponses publiées par le Canada, la SAE que souhaite obtenir le Canada est un service SaaS en nuage. Bien que la SAE soit alimentée par du matériel, des logiciels et d'autres technologies à l'extérieur du site (y compris au moyen de produits et de services fournis par des tiers), il s'agit en réalité d'un service d'accès distant dont le GC pourra se servir dans le cadre de ses fonctions d'approvisionnements, conformément à la DP. Dans le contexte ci-dessus, le Canada indique à juste titre, à la section 7.19.1 de la demande de propositions (italique ajouté) que :

« (...) la SAE est la propriété de l'entrepreneur ou de son ayant-droit et que cette propriété n'est pas transférée au Canada. Par conséquent, toute référence à quelque partie que ce soit de la SAE dans le contrat comme un livrable doit être interprétée comme une référence aux droits d'accès et d'utilisation de celle-ci et non à sa propriété. »

Selon nous, les mots « droits d'accès et d'utilisation de la SAE » dans le contexte décrit ci-dessus, signifient un droit d'utilisation d'un service SaaS en nuage, non comme une licence de logiciel classique.

Toutefois, un certain nombre d'autres dispositions applicables à la DP, principalement les clauses 4006 et K3030C du CUA, semblent avoir été rédigées conformément à un modèle de prestation différent (c.-à-d., nommément, un modèle reposant sur une licence de logiciel classique). Ainsi, quoique la section 7.19.1 ait préséance en cas de conflit, les clauses 4006 et K3030C du CUA soulèvent des difficultés importantes pour les soumissionnaires éventuels, dans la mesure où elles ont été appliquées à la SAE. Par exemple, les clauses 4006 et K3030C du CUA, si elles sont appliquées à la SAE, donneraient sans doute lieu à une multitude d'incongruités et de défis marqués, dans le contexte de services SaaS en nuage. Par exemple, sans s'y limiter, conformément à la clause 4006 du CUA :

- Le Canada jouit de larges droits perpétuels en matière de communication, d'utilisation, de divulgation, de reproduction, de modification, d'élaboration, etc. des renseignements originaux ainsi que certaines parties des renseignements de base (y compris certains codes sources), où cela est jugé raisonnable pour exercer ces droits en ce qui a trait aux renseignements originaux (4006-04(1)-(4));
- Il existe des exigences générales en matière de renonciation aux droits moraux à l'appui du modèle de licence de logiciel classique figurant ci-dessus, y compris après l'exécution du contrat (4006-06);
- Il existe des restrictions en matière de transfert des droits de propriété intellectuelle détenus par l'entrepreneur, pendant et après l'exécution du contrat (4006-08);
- Le Canada jouit de droits de transfert des droits de propriété intellectuelle dans certains cas de résiliation du contrat (4006-09).

Il est évident que les exigences figurant ci-dessus (et les autres exigences connexes figurant dans les clauses 4006 et K3030C du CCUA) n'ont pas pu être rédigées pour s'appliquer à la SAE, comme elle est décrite dans la DP – soit un service SaaS en nuage géré.

Le Canada peut-il confirmer, pour les raisons énumérées ci-dessus, que les clauses 4006 et K3030C du CCUA (et toute autre disposition semblable de la DP, y compris la clause 2035 du CCUA) ne s'appliquent pas à la propriété intellectuelle, aux droits de propriété intellectuelle, aux logiciels, au matériel, aux renseignements de base, aux renseignements originaux ou à tout autre document faisant partie de la SAE, y étant intégrés ou inclus ou en permettant l'exécution, ni ne les régissent? En outre, pouvez-vous confirmer quelles dispositions du SaaS seront publiées, le cas échéant, en guise de complément à la section 7.19.1?

RÉPONSE: 562

Le Canada supprimera la clause 4006 du CCUA (2010-08-16) – *L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux* de la présente DP. Toutefois, la clause K3030C du CCUA (2010-01-11) – *Licence concernant le matériel protégé par des droits d'auteur* touche les droits d'auteur uniquement, et la section de la clause 2035 du CCUA (2016-04-04) – *Conditions générales – besoins plus complexes de services* sur le « Droit de propriété » commence de la manière suivante : « Sauf disposition contraire dans le contrat ». Ainsi, les clauses K3030C et 2035 demeureront inchangées.

QUESTION: 563

Section 7.4 de la DP

CCUA 2035 :

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/3/2035/16>

Techniquement, CCUA 2035 pourrait s'appliquer aux services professionnels et aux services SaaS. L'examen juridique du présent document est axé sur son application aux services A SaaS. Selon moi, CCUA 2035 n'a pas été rédigée pour régir la prestation des services A SaaS. De nombreuses sections du présent document devraient être remplacées dans les clauses du contrat subséquent définitives.

Plus précisément :

a. La définition du terme « travaux » devrait exclure les services A SaaS.

b. 2035 05 Exécution des travaux :

- article 4. Quoique le présent article puisse s'appliquer aux services professionnels, la mesure corrective, si les services SaaS n'ont pas été exécutés avec succès, ne consiste pas à refaire les travaux sans frais. La mesure corrective repose sur les crédits découlant des ANS.
- article 7. Le fournisseur des services SaaS doit fournir uniquement les rapports standard et pouvant être exigés, en général, par ses clients. Les rapports personnalisés sont assujettis à une entente entre les parties.

L'État a-t-il l'intention de fournir un libellé modifié pour adapter la présente section afin qu'elle corresponde aux spécificités des services SaaS?

c. 2035 08 Remplacement d'individus spécifiques :

La présente section ne s'applique pas aux services SaaS. Veuillez la supprimer des Clauses du contrat subséquent.

d. 2035 09 Rigueur des délais et 2035 10 Retard justifiable :

De quelle manière ces deux clauses sont-elles censées interagir avec les ANS? L'État a-t-il l'intention d'appliquer la clause relative au retard justifiable au non-respect des ANS?

e. 2035 11 Inspection et acceptation des travaux :

Le processus et les attentes définis dans la présente section ne s'appliquent pas aux services SaaS, pour lesquels il n'y a aucune inspection ni acceptation. Nous proposons les ajouts suivants aux Clauses du contrat subséquent pour remplacer la clause 2035 11 en ce qui a trait aux services SaaS :

Les services SaaS ne font l'objet d'aucune procédure d'inspection ni d'acceptation.

Les services SaaS sont assujettis aux niveaux de service convenus par les parties. Les niveaux de service font l'objet d'un rapport envoyé au client.

En outre, le fournisseur de services SaaS fera l'objet d'une vérification de ses mesures de sécurité, menée par un tiers. À la demande du client, le résultat de la vérification sera transmis au client.

L'État envisagerait-il de remplacer le CCUA 2015 11 par un texte semblable au texte proposé?

f. 2035 14 – Frais de transport :

Ne s'applique pas aux services SaaS. Veuillez la supprimer des Clauses du contrat subséquent.

g. 2035 Responsabilité du transporteur :

Ne s'applique pas aux services SaaS. Veuillez la supprimer des Clauses du contrat subséquent.

h. 2035 19 Droit de propriété :

La présente clause est en conflit avec l'article 7.19 de la DP. L'État a-t-il l'intention de remplacer la clause 2015 19 par l'article 7.19?

i. 2035 20 Droits d'auteur :

La présente clause est en conflit avec l'article 7.19 de la DP. L'État a-t-il l'intention de remplacer la clause 2015 19 par l'article 7.19?

j. 2035 28 Suspension des travaux :

Le présent concept n'est pas acceptable dans le cas des services SaaS. Nous exigeons que l'État le supprime des Clauses du contrat subséquent.

k. 2035 29 Manquement de la part de l'entrepreneur :

La présente clause ne tient pas compte des ANS ni des mesures correctives connexes. L'État a-t-il l'intention de conserver le droit de résilier le contrat si dès que les ANS ne sont pas respectés?

l. 2035 30 Résiliation pour raisons de commodité :

La résiliation pour raisons de commodité est interdite au cours des 12 premiers mois de l'abonnement. Elle n'est permise que si le client présente au fournisseur des services SaaS un avis de trois mois avant le renouvellement de la période. L'État peut-il modifier cette clause.

CCUA K3030C

Il existe une contradiction entre la modification du texte relatif aux « Droits d'auteur » et au « Droit de propriété » figurant à l'article 7.19, ci-après, y compris la clause K3030C du CCUA. <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/K/K3030C/2>

L'État a-t-il l'intention de remplacer la clause K3030C du CCUA par l'article 7.19?

CCUA 4006

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/4/4006/3>

L'État a-t-il l'intention de remplacer la clause 4006 du CCUA par l'article 7.19?

RÉPONSE: 563**CCUA 2035**

- a. Les travaux exécutés en vertu du présent contrat comprennent des services liés à la solution SaaS. Par conséquent, cette définition demeurera inchangée.
- b. En présentant une soumission pour ce contrat, l'entrepreneur s'engage à exécuter les travaux tel qu'il est décrit dans le contrat. Par conséquent, le Canada ne fournira pas une formulation modifiée pour cette section.
- c. Cette section s'applique aux travaux effectués par la section des Services professionnels du présent contrat. Par conséquent, le Canada ne supprimera pas cette section.
- d. L'entrepreneur doit exécuter les travaux dans les délais ou au moment prévus au contrat, ce qui comprend le respect de tous les niveaux de service, conformément l'article 2035 09 (2008-05-12), *Rigueur des délais*. Les soumissionnaires doivent également noter que, sans égard à l'article 2035 10 (2014-09-25), *Retard justifiable*, l'entrepreneur doit respecter les niveaux de service pendant la durée du contrat. Le défaut de respecter le niveau de service peut entraîner l'invocation par le Canada d'une partie ou de la totalité de ses droits en vertu du contrat, y compris ceux décrits à la section 7.10.9 *Crédits pour non-respect des niveaux de service et récupération des sommes versées*.
- e. Tous les travaux exécutés dans le cadre de ce contrat seront assujettis à l'inspection et à l'acceptation du Canada. Par conséquent, le Canada ne modifiera pas la formulation utilisée pour cette section.
- f. Cette section stipule ce qui suit : « *Si des frais de transport sont payables par le Canada en vertu du contrat [...]* ». Cette clause ne s'appliquera pas s'il n'y a aucun frais de transport en vertu du contrat. Par conséquent, cette clause ne sera pas supprimée.
- g. Reportez-vous à la réponse f. ci-dessus.
- h. Cette section prévoit ce qui suit : « *Sauf disposition contraire dans le contrat [...]* ». La section 7.19 *Droit de propriété* de la DP en serait un exemple. Par conséquent, la section 7.15 *Ordre de priorité des documents* de la DP restera inchangée.
- i. L'article 2035 20 (2008-05-12), *Droits d'auteur* a été modifié conformément au paragraphe c. de la section 7.4.1 *Conditions générales* de la DP. Le Canada ne constate aucun conflit entre les deux articles.
- j. Pour des raisons échappant à son action (p. ex. changement de gouvernement), le Canada pourrait devoir suspendre les travaux. Par conséquent, le Canada ne supprimera pas cette section.
- k. Conformément à la section 7.10.9 (v) *Droits et recours du Canada non limités* de la DP, qui porte sur les niveaux de service, « Rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général. » Toutefois, en ce qui concerne les exigences en matière de niveaux de service, le Canada a l'intention de suivre le processus décrit dans la DP.
- l. Le droit du Canada de « résilier le contrat pour des raisons de commodité » restera tel qu'il est décrit dans cette section. Par conséquent, le Canada ne modifiera pas cette section.

CCUA K3030C

La clause K3030C du Guide des CCUA se rapporte aux « droits d'auteur » uniquement et, à ce titre, elle ne va pas à l'encontre de la section 7.19 *Droit de propriété* de la DP, qui porte sur la « propriété intellectuelle » de la SAE.

CCUA 4006

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 562.

QUESTION: 564

Veuillez confirmer que le Canada acceptera le transfert des modalités de tierces parties et, dans la mesure où le Canada accepte d'intégrer toute modalité de tierces parties au contrat, que de telles modalités figureront avant la soumission de l'entrepreneur dans l'Ordre de priorité des documents.

RÉPONSE: 564

Le Canada n'acceptera pas le transfert des modalités de tierces parties. Afin de maintenir un processus d'approvisionnement équitable et ouvert, toutes les modalités du contrat sont énumérées dans la DP. Si un soumissionnaire présente une soumission qui propose des modalités de tierces parties, elle sera considérée comme une proposition conditionnelle, ce qui pourrait rendre la soumission irrecevable, comme il est décrit à la section 3.1.3 *Soumissions inconditionnelles* de la DP. Si un soumissionnaire souhaite que le Canada modifie toute modalité ou ajoute des modalités, il doit communiquer avec le responsable conformément aux processus décrits à la section 2.3 *Demande de renseignements en période de soumission* et à la section 2.5 *Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions* de la DP.

QUESTION: 565

Selon la méthode actuelle d'évaluation financière, on évalue les propositions financières au moyen d'un mélange de note brute normalisée (NBN) et facteur de correction (FC). Cette approche permet d'évaluer le prix total évalué de la proposition du soumissionnaire de manière relative (NBN) et de manière absolue (FC). Cette méthode a été élaborée pour favoriser l'établissement d'un prix concurrentiel, équitable et réaliste; toutefois, la méthode d'évaluation financière proposée semble fausser de manière injuste l'évaluation financière dans le cas d'un petit nombre de soumission ou de prix évalués semblables. Selon nous, il est très probable que le Canada reçoive un nombre relativement faible de soumissions (de trois à quatre soumissionnaires), et ces soumissions pourraient être semblables, malgré la présence éventuelle de propositions divergentes. Pour réduire la distorsion créée par l'échelle actuelle des facteurs de correction (échelons de 0,20), le Canada pourrait-il envisager de réduire les échelons du facteur de correction à 0,05 (p. ex., soumission la moins élevée = 1,00, soumission suivante = 0,95, soumission suivante = 0,90)? Nous croyons que cela réduira les distorsions injustes et punitives liées à l'échelle actuelle, tout en continuant de respecter l'esprit de la méthode d'évaluation financière.

RÉPONSE: 565

Tel qu'il est stipulé au paragraphe c de la section 7.1.3 *Évaluation de la note financière*, « (l)e soumissionnaire ayant le CTEP le plus bas recevra 100 % de sa note brute normalisée. Tous les autres soumissionnaires verront leur facteur de correction ajusté au prorata par rapport au soumissionnaire ayant le CTEP le plus bas (...). » On ne fait pas mention de facteurs de correction appliqués par tranche de 0,20. Par conséquent, cette exigence demeurera inchangée.

Remarque à l'intention des soumissionnaires: On rappelle aux soumissionnaires de consulter les documents de DP officiels ainsi que toutes les modifications, et non pas les versions antérieures de la DP (comme la DP provisoire). Les facteurs de correction par tranche de 0,20 figuraient dans la « DP provisoire », mais ont été supprimés avant la publication de la DP le 11 avril 2016.

QUESTION: 566

En ce qui concerne le tableau 16 « Accès sécurisé pour les utilisateurs du GC » (page 177 de la DP). Dans le tableau, on fait référence à la compatibilité avec les protocoles SAML (« SécurInt.03 – Être compatible avec les protocoles SAML 2.0 et OPENID Connect 1.0 »). L'État peut-il préciser si l'accès sécurisé pour les utilisateurs de la SAE du GC devrait s'intégrer à la version actuelle de maCLÉ, ainsi qu'avec le SACI à venir? Selon nous, TruePass d'Entrust (OOTB) utilisé par MaCLÉ n'est pas compatible de manière naturelle avec SAML (ou tout protocole de fédération). L'État s'attend-il à ce qu'on crée une solution personnalisée (ou à ce qu'on déploie une solution fondée sur un logiciel commercial) pouvant intégrer un protocole de fédération à TruePass?

RÉPONSE: 566

Afin de clarifier, le Canada s'attend à ce que la SAE soit intégrée au service actuel de gestion des justificatifs internes pour les utilisateurs du gouvernement du Canada connu sous le nom de « maCLÉ ». Entre-temps, le gouvernement du Canada en est aux premières étapes de définition et d'élaboration du Service d'authentification centralisé interne du gouvernement du Canada (SACI du GC) qui utilisera des normes de l'industrie, comme la norme SAML. Lorsque le SACI du GC sera prêt, le Canada pourrait exercer une autorisation de tâche pour l'intégration entre la SAE et le SACI du GC.

QUESTION: 567

Veuillez confirmer que l'utilisation de l'expression « membre de l'équipe » à la modification n° 13, changement 70, « 4.2.10 Les soumissionnaires ne seront pas autorisés à changer la composition de l'équipe de soumission (c.-à-d. un soumissionnaire ne peut pas ajouter, ni retirer tout membre de l'équipe, notamment des sous-traitants, lorsqu'il soumet l'information révisée). Tout changement à la composition de l'équipe de soumission aura pour conséquence que la soumission sera jugée non recevable », est conforme à la définition utilisée aux pages 388 et 398 de la DP et qu'elle fait référence à une organisation plutôt qu'à une personne.

RÉPONSE: 567

Comme indiqué au paragraphe b de la section 2, *Évaluation de l'expérience des membres de l'équipe du soumissionnaire* de la Pièce jointe 2 de la partie 4 : *Évaluation technique* : « [...] un « membre de l'équipe » correspond à l'entité dont l'expérience est utilisée pour répondre aux critères d'évaluation O1, O2, C1.1 et C1.2. » Le terme désigne à la fois l'organisation et la personne (comme un sous-traitant indépendant).

QUESTION: 568

À l'alinéa a. de la sous-section (iii), Services optionnels, de la section 7.10.1, Base de paiement, il est indiqué que l'inflation sera appliquée aux taux fixes quotidiens fournis pour les services professionnels. L'État peut-il confirmer que ce même rajustement en fonction de l'inflation s'appliquera également aux éléments compris dans les honoraires fixes pour les services optionnels (p. ex. déploiement du Système ministériel de gestion des finances et du matériel par groupes et sources de données)? Compte tenu de la longue durée du contrat et du déploiement éventuel de certaines composantes optionnelles plus tard au cours de la durée de vie du contrat, ce rajustement est nécessaire pour permettre aux soumissionnaires d'offrir le meilleur rapport qualité-prix.

RÉPONSE: 568

Le gouvernement du Canada appliquera l'indice des prix à la consommation pour la « Phase de transition de la SAE d'une version du SMGF », « Fils d'appels d'offres » et « version du SMGF pour la phase de transition de la gestion financière ». Veuillez consulter la section « Changements » de la présente modification de la DP au sujet de la modification des clauses de base de paiement et de l'*Annexe 3 – Barème de prix, version 4.1*.

QUESTION: 569

En ce qui concerne la section 7.2.7 Mise en œuvre à l'échelle du gouvernement – Phase de transition d'une version du SMGF, à la section 7.2.8 Mise en œuvre à l'échelle du gouvernement – Phase opérationnelle d'une version du SMGF, à la section 6.7.4 Prestation de la formation et à la section 7.2.6 Exigences fonctionnelles : SECTION F – GESTION FINANCIÈRE, veuillez confirmer si l'environnement de formation (créé au départ dans le cadre des jalons et assurant la liaison avec le système ministériel de gestion financière de TPSGC) doit également assurer la liaison avec le système ministériel de gestion financière du ministère si ce dernier choisit l'option, comme il est indiqué aux sections 7.2.7 et 7.2.8.

Si oui :

- a. Veuillez décrire quels éléments de la section 6.7.4 Prestation de la formation devront être personnalisés pour chaque ministère.
- b. Veuillez confirmer que l'établissement du prix ne doit figurer que dans le tableau des prix 6.1 (Travaux facultatifs – Instances du SMGF pour la SAE).
- c. Veuillez confirmer que si le ministère choisit les services facultatifs figurant à la section 7.2.6, les éléments relatifs à la prestation de la formation devant être personnalisés pour chaque ministère s'appliqueront également à la formation liée à la section 7.2.6.

Si non :

- a. Veuillez décrire quels éléments de la section 6.7.4 Prestation de la formation devront être personnalisés pour chaque ministère, au moyen de l'environnement de formation existant de TPSGC.

RÉPONSE: 569

Le Canada prévoit que la SAE permettra l'établissement d'un processus d'approvisionnement du gouvernement du Canada commun et s'attend à ce que l'environnement de formation de TPSGC sera en mesure de satisfaire aux besoins de formation du ministère client. Par conséquent, l'environnement de formation doit uniquement pouvoir interagir avec le SMGF de TPSGC. L'EDT ne prévoit aucune exigence quant à la personnalisation de la formation pour chaque ministère. S'il est nécessaire de prévoir l'interaction entre l'environnement de formation et des SMGF supplémentaires ou de personnaliser la formation pour chaque ministère, le Canada exigera la réalisation de ces travaux au moyen du processus d'autorisation de tâche.

QUESTION: 570

Pour répondre aux exigences de la présente DP, une solution devra comprendre la licence d'utilisation de Microsoft SPLA et pourrait comprendre "Public Cloud" pour des éléments précis du service. Dans ces circonstances, le Canada acceptera-t-il de signer les modalités des tierces parties liées aux éléments du service?

RÉPONSE: 570

Veuillez-vous reporter à la réponse à la question n° 564.

QUESTION: 571

Dans la modification 025, en date du 22 septembre 2016, il est indiqué que le Canada examine actuellement la possibilité d'apporter des modifications à la base de paiement, de même qu'aux sections portant sur la mise en œuvre de la SAE, ainsi que le report éventuel de la date de clôture; le cas échéant, la nouvelle date de clôture sera communiquée par l'intermédiaire d'une autre modification de la DP. Comme plus de deux semaines se sont écoulées, nous demandons respectueusement au Canada de faire le point sur l'énoncé figurant ci-dessus et d'accorder un report de la date de clôture d'au moins deux semaines.

RÉPONSE: 571

Dans la modification n° 026, le Canada a reporté la date de clôture de la DP au 21 novembre 2016.

QUESTION: 572

En ce qui concerne C3.1 i., où on indique que les soumissionnaires doivent fournir un organigramme et une description de chaque poste proposé pour son organisation dont le type, le niveau, la quantité, les fonctions exécutées et les compétences typiques. L'État peut-il préciser la signification des termes « type » et « niveau », ainsi que la différence entre ces termes et le terme « compétences typiques »?

RÉPONSE: 572

On entend par « type » le type de tâche/le poste (p. ex. analyste des affaires). On entend par « niveau » l'ancienneté au poste (p. ex., principal, subalterne). On entend par « compétences typiques » toute compétence pertinente pour le poste (notamment les certifications, les désignations, l'expérience) permettant au Canada d'évaluer l'organisation du soumissionnaire, conformément à la colonne « Critères d'évaluation » du critère d'évaluation C3.1.

QUESTION: 573

Le critère C3.1 iii. (Structure organisationnelle et utilisation) mentionne que le soumissionnaire doit indiquer les services qui seront fournis par l'intermédiaire des ressources internes et ceux qui seront fournis par des membres de l'équipe. Étant donné que nous comptons mettre sur pied une équipe conjointe comprenant nos employés, des employés des membres de l'équipe et de non-employés, l'État peut-il fournir des précisions quant aux détails requis? De plus, l'État peut-il préciser si la composition de l'équipe peut avoir un effet sur la notation?

RÉPONSE: 573

Les soumissionnaires doivent fournir suffisamment de renseignements pour satisfaire aux exigences définies dans la colonne « Exigences relatives à la présentation des soumissions » aux fins d'évaluation par le Canada, tel qu'il est énoncé dans la colonne « Critères d'évaluation ». Selon la section R3.1, les soumissionnaires doivent décrire, expliquer et démontrer clairement comment la composition de leur équipe *est synonyme de modèle organisationnel efficace, efficient et adapté*, conformément aux exigences énumérées dans la colonne « Critères d'évaluation ». De plus, la composition de l'équipe pourrait, par exemple, nuire au pointage.

QUESTION: 574

En ce qui concerne E2.141, où il est indiqué « *L'utilisation du matériel et de logiciels non réservés n'est autorisée que pour les données de gestion de la SAE selon les conditions suivantes : h) le contrôle et la modification de la SAE réservée à SPAC sont interdits* ». Selon une solution de nuage à occupants multiples comme celle que nous souhaitons proposer, l'infrastructure partagée permet de contrôler et de modifier la solution du client dans le cadre des activités de maintenance courantes (p. ex., la migration de la solution vers la nouvelle infrastructure de nuage mise à jour). L'État peut-il supprimer cette exigence pour nous permettre de proposer une solution à occupants multiples?

RÉPONSE: 574

Le Canada précise qu'au paragraphe *h)* de l'exigence E2.141 en matière de sécurité, lorsqu'on indique que « *le contrôle et la modification de la SAE réservée sont interdits* », cela ne s'applique pas aux processus opérationnels normaux, tels que l'entretien, la gestion des versions, la gestion des correctifs, et la gestion du changement. À ce titre, le Canada ne supprimera pas le paragraphe *h)* de l'exigence E2.141; cependant, veuillez consulter la section « Changements » de la présente modification de DP pour des précisions sur celui-ci.

QUESTION: 575

En ce qui concerne E.126, où on indique que « *Les applications, le système et les composantes de réseau (physiques et virtuels) partagés par l'entrepreneur via la SAE, qu'ils soient gérés par l'entrepreneur ou lui appartiennent, doivent être conçus, développés, déployés et configurés de manière à séparer convenablement l'accès usager du fournisseur et du GC (locataire) de celui des autres locataires utilisateurs, selon les facteurs suivants : a) les politiques et les procédures établies; b) l'isolement des biens essentiels aux opérations et des données de nature délicate sur les utilisateurs, qui exigent des contrôles internes renforcés et des niveaux d'assurance élevés; c) le respect des obligations de conformité juridiques, législatives et réglementaires applicables* ». L'État peut-il préciser la signification de « *politiques et les procédures établies* » ainsi que les « (...) *conformités juridiques, législatives et réglementaires* » dont le soumissionnaire doit tenir compte?

RÉPONSE: 575

La bonne référence quant à l'exigence devrait être E2.167. Le Canada confirme que, dans le contexte de l'exigence E2.167, l'expression « les politiques et les procédures établies » se rapporte aux politiques et procédures de l'entrepreneur qui couvrent la gouvernance en matière de sécurité, les risques et la conformité dans l'état de fonctionnement de la SAE. De plus, la section 2.2 *Lois et règlements de l'Annexe 1 – Énoncé des travaux* fournit une liste non exhaustive des lois et règlements auxquels doit se conformer la SAE lorsqu'ils sont applicables.

QUESTION: 576

Nous convenons que lorsque la communication avec des utilisateurs de la SAE est nécessaire, on doit fournir les services de soutien du bureau de service dans les deux langues officielles. Toutefois, l'État peut-il confirmer que l'application de gestion des services de TI utilisée par les utilisateurs de la SAE pour présenter ou examiner les demandes de services doit prendre en charge le français et l'anglais?

RÉPONSE: 576

Les utilisateurs de la SAE n'utiliseront pas l'outil de gestion des services de technologie de l'information (GSTI) de l'entrepreneur; par conséquent, celui-ci n'a pas besoin d'être dans les deux langues officielles. Veuillez également vous reporter à la réponse aux questions n° 344 et n° 088.

QUESTION: 577

L'outil de gestion des services de TI utilisé pour appuyer les utilisateurs de la SAE ne fait pas partie du domaine de la SAE. L'État peut-il confirmer l'exigence relative à la solution d'authentification unique (SSO) décrite à la section 4.4.2 des exigences techniques. Tech.22 ne s'applique pas à l'outil de gestion des services de TI.

RÉPONSE: 577

Le Canada confirme que l'outil de GSTI peut être séparé de la SAE. Dans un tel cas, l'identification unique prévue à l'exigence Tech.22 ne s'applique pas à l'accès à l'outil de GSTI. Peu importe l'option proposée, l'outil de GSTI doit être conforme aux exigences techniques, aux exigences de gestion et aux exigences opérationnelles en matière de sécurité applicables, comme il est précisé dans la DP.

QUESTION: 578

En ce qui concerne la section 1.3 c), où il est indiqué que « (...) *plus de 60 000 utilisateurs fournissant des services administratifs au sein du GC qui commandent des biens et des services en dehors des ententes-cadres de TPSGC et procèdent à des achats uniques* ». L'État peut-il fournir la répartition de ces 60 000 utilisateurs par ministère et par organisme, car ces renseignements constituent des éléments essentiels pour établir les coûts requis dans le tableau 6.1 de l'annexe 3? En outre, l'État peut-il indiquer combien de ces 60 000 utilisateurs participeront à l'établissement de nouveaux arrangements en matière d'approvisionnement (si on admet que les 3 500 professionnels de l'approvisionnement à l'échelle du GC participeront aux efforts d'approvisionnement) et des offres à commandes, en plus de réaliser des achats dans le cadre d'offres à commandes et d'arrangements en matière d'approvisionnement?

RÉPONSE: 578

Le Canada ne dispose pas d'une ventilation des 60 000 utilisateurs; cependant, veuillez-vous reporter à l'Annexe 3 – *Barème de prix, version 4.1*, où le Canada a mis en place une base de paiement « fondée sur le volume » pour la phase opérationnelle de la SAE, ce qui devrait aider à calmer les préoccupations soulevées dans cette question.

QUESTION: 579

En ce qui concerne la section 5.4.1, veuillez confirmer que l'exigence selon laquelle toutes les ressources doivent être hébergées dans les pays membres de l'OTAN ou de l'Union européenne, ou dans l'un des pays avec lesquels le Canada a conclu des accords internationaux et bilatéraux en matière de sécurité industrielle ne s'applique pas aux fournisseurs de produits infonuagiques multilocataires. Ces fournisseurs utilisent couramment des ressources provenant d'autres pays pour la maintenance, le soutien et la gestion de leurs solutions infonuagiques globales.

RÉPONSE: 579

Le Canada confirme que les exigences dans la section 5.4.1 s'appliquent à toutes les ressources effectuant des travaux liés à ses SAE. L'entrepreneur doit veiller à ce que tous les travaux visés par le contrat (y compris les travaux du Centre des opérations de protection [COP], du Centre d'exploitation de réseau et du bureau de service) soient effectués par le personnel de l'entrepreneur, que ce soit par l'entremise d'un sous-traitant ou d'un autre intervenant, et ce, au Canada, dans les pays visés par les ententes en matière de sécurité industrielle, protocole d'entente bilatérale ou multinationale industrielle, et dans les pays membres de l'Union européenne (UE) ou de l'OTAN.

Les ressources effectuant les travaux, autres que ceux touchant les SAE du Canada, qui n'auront donc pas accès aux renseignements PROTÉGÉS (à savoir l'entretien et la gestion de la solution « infonuagique » globale) ne sont pas tenus de réaliser ces travaux au Canada, dans les pays visés par les ententes en matière de sécurité industrielle, protocole d'entente bilatérale ou multinationale industrielle, et dans les pays membres de l'Union européenne (UE) ou de l'OTAN.

QUESTION: 580

En ce qui concerne le tableau 21 de la section 6.13.3, où on indique que les heures normales d'exploitation sont de 6 h à 24 h, l'État peut-il préciser si les heures normales d'exploitation s'étendent sur 5 ou sur sept jours par semaine?

RÉPONSE: 580

Les activités opérationnelles normales sont de 6 h à 24 h, 7 jours sur 7.

QUESTION: 581

Il semblerait que certains ministères et organismes peuvent décider de déployer l'approvisionnement au contrat avant de déployer toute capacité relative au SMGF pour l'approvisionnement au paiement. Le Canada peut-il confirmer cela?

RÉPONSE: 581

La section 7.2.7 *Déploiement à l'échelle du gouvernement – Transition d'entrée d'une instance du SMGFM* de l'EDT prévoit que les ministères et agences seront inclus dans la portée globale de la SAE lorsque l'exercice de l'option sera envisagé.

QUESTION: 582

En guise de suivi à la Réponse 206, maintenant que le montant des honoraires fixes pour la transition ne comprend que la capacité de déploiement de l'approvisionnement au contrat pour SPAC, le Canada peut-il confirmer que le déploiement de l'approvisionnement au contrat pour les autres ministères et organismes sera financé par le biais du processus d'AT facultatif?

RÉPONSE: 582

Veuillez consulter la modification n° 27, qui comprenait les jalons modifiés, les clauses de la base de paiement, ainsi que la section 1.2.3 *Vision de la solution et approche de déploiement* de l'Annexe 1 – *Énoncé des travaux* pour plus de précision sur la portée définitive dans le cadre de la phase de transition. Si le Canada détermine que la solution doit être élargie au-delà de la portée initiale, il peut exercer les options de la Partie 7 – Services facultatifs, en vue de déployer la solution à une base élargie d'utilisateurs. Le gouvernement du Canada assumera les coûts du déploiement de la SAE dans les autres ministères et agences conformément à la base de paiement et aux *Prix de lot fermes pour la phase de transition à la SAE pour les instances SGFM* indiqués dans le barème de prix.

QUESTION: 583

En ce qui concerne la section 3.3.1 c), où on indique que les pages du site Web de la SAE doivent « *de permettre la connexion unique des utilisateurs et l'accès authentifié à toutes les composantes de la SAE* ». La solution que nous envisageons de présenter comprend un réseau de fournisseurs bien établi auprès desquels de nombreux fournisseurs de l'État ont déjà un compte. Ainsi, cette exigence relative à la SAE exige que les fournisseurs créent et tiennent des comptes et des justificatifs de connexion distincts pour leurs transactions avec l'État, réduisant l'efficacité et créant la confusion au sein de la collectivité des fournisseurs. L'État peut-il confirmer que si un soumissionnaire tire avantage d'un réseau de fournisseurs existant, la SAE n'a pas à créer ni à stocker de justificatifs de connexion ou à fournir une solution SSO liée à la SAE pour ce portail?

RÉPONSE: 583

Comme il est indiqué à la section 4.5.1.2 de l'Annexe 1, version 2.1, le Canada pourrait accepter des justificatifs d'identité provenant d'un réseau de fournisseurs existants, s'il y a lieu. Cependant, toutes les exigences fonctionnelles, techniques et relatives à la sécurité établies dans la DP et qui se rapportent à l'accès sécurisé des fournisseurs à la SAE doivent être respectées et continuer de l'être pendant toute la durée du contrat.

QUESTION: 584

En ce qui concerne l'article 7.8.2-i-ii, il énonce que « tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global correspondant à la plus élevée des deux valeurs suivantes pour l'application de ce sous-alinéa (ii) 0,25 fois le coût total estimatif (c'est-à-dire le montant en dollars indiqué sur la première page du contrat dans la case intitulée « Coût estimatif total », ou indiqué sur chaque commande subséquente à une offre à commandes, commande d'achat ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services dans le cadre du présent instrument), ou 1 000 000 \$. » Ceci suggère que, à titre d'exemple, si le contrat est résilié au cours d'une première évaluation de la conformité, comme la conformité aux normes Web ou aux normes de sécurité, le soumissionnaire peut être responsable des coûts engendrés par un réapprovisionnement et il peut être passible de sanctions considérables. En raison de la nature subjective de ces évaluations et de leur application, nous suggérons que les dommages devraient se limiter aux frais occasionnés plutôt qu'aux frais éventuels estimés. Le fait d'apporter cette modification aura pour résultat un modèle de sanctions plus harmonisé aux modalités courantes de l'industrie pour ce type de mise en œuvre.

RÉPONSE: 584

Le Canada a pris la suggestion en considération, mais cette clause demeurera inchangée.

QUESTION: 585

Nous attendons toujours la réponse à un certain nombre de questions. En fonction de la nature des changements figurant dans les modifications à venir, l'État peut-il accorder une prolongation de deux à quatre semaines?

RÉPONSE: 585

Dans la modification n° 026, le Canada a reporté la date de clôture de la DP au 21 novembre 2016.

QUESTION: 586

Concernant le critère d'évaluation C-10 (Dépôt central), le Guide des approvisionnements et le Guide des CCUA cités sur le site Web actuel Achatsetventes.gc.ca :

a) Nous comprenons que les données relatives au Guide des approvisionnements et au Guide des CCUA devront être importées dans la SAE (ainsi que dans la composante SEAOG) afin de répondre au critère d'évaluation C-10. Pourriez-vous confirmer que notre compréhension est correcte?

b) Veuillez dresser la liste des autres clauses que nous devons importer dans la SAE (ainsi que dans la composante SEAOG) afin de répondre au critère d'évaluation C-10. Les données relatives au Guide des approvisionnements, au Guide des CCUA et aux autres clauses qui seront utilisées pour l'importation initiale dans la SAE proviendront-elles du site Web actuel Achatsetventes.gc.ca? Quelles sont les autres systèmes de source fidèle pour les autres clauses?

d) Pour donner suite au point c), dans quel format les données seront-elles fournies?

e) Concernant le Guide des approvisionnements, le Guide des CCUA et les autres clauses, la SAE deviendra-t-elle une source fidèle une fois implantée? Par conséquent, la SAE et le site public du SEAOG contiendront ces données.

f) Pour donner suite au point e), y aura-t-il d'autres clauses pour lesquelles la source fidèle demeurera ce système?

g) Pour donner suite au point f), à quelle fréquence et de quelle manière procédera-t-on à la mise à jour des données dans la SAE (au moyen d'une interface, manuellement à l'aide de fichiers)?

RÉPONSE: 586

Au Canada, les solutions d'achat électroniques doivent constituer les sources d'information uniques pour toutes les clauses. Pour l'instant, il n'est pas nécessaire d'établir un lien continu entre le répertoire de la clause de SAE et les autres répertoires de clauses. Le Canada procède actuellement à la révision de ses clauses en vigueur, et il pourrait s'avérer nécessaire ou pas d'importer les clauses de la bibliothèque existante. Le transfert de clauses depuis notre répertoire existant ne s'inscrit pas actuellement dans la portée. Le Canada peut présenter une demande, au besoin, en suivant le processus d'autorisation de tâche.

QUESTION: 587

En ce qui concerne la section 4.3.2.5 Exigences d'interface de la SAE, l'exigence Pré.06 indique que la SAE doit favoriser l'utilisation de données ouvertes sur les appels d'offres pour tous les secteurs publics canadiens en regroupant, en affichant et en mettant à jour les avis d'appel d'offres provenant des autres administrations, peu importe le format dans lequel ces avis sont présentés. TPSGC pourrait-il fournir plus de détails sur les points suivants?

a) TPSGC peut-il confirmer si la présente exigence peut être respectée dans le cadre des travaux facultatifs définis à la section 7.2.4 Fils d'appels d'offres, où on indique « Conformément à la section 3.3 : Exigences du portail, l'entrepreneur doit, sur demande, permettre et appuyer le regroupement, la publication et la mise à jour des avis d'appel d'offres, y compris leurs pièces jointes, à partir des systèmes et des sources de données de tiers dans le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement »?

b) S'il est impossible de respecter l'exigence Pré.06 dans le cadre des travaux facultatifs définis à la section 7.2.4 Fils d'appels d'offres, TPSGC peut-il fournir des précisions au sujet des éléments qui devraient être intégré dans le cadre de l'exigence Pré.06 et des éléments restants liés aux travaux facultatifs définis à la section 7.2.4 Fils d'appels d'offres?

RÉPONSE: 587

Le Canada confirme que, bien que la SAE doive être en mesure de répondre à l'exigence définie dans l'exigence *Pré. 06* de la section 4.3.2.5 *Exigences d'interface de la SAE* de l'EDT, les travaux requis pour offrir une telle capacité seront assujettis à l'exercice de l'option de travaux facultatifs définis, conformément à la section 7.2.4 *Fils d'appels d'offres*.

QUESTION: 588

En ce qui concerne la section 4.3.2.5 Exigences d'interface de la SAE, l'exigence Pré.07 est liée à l'interface entre la SAE et l'informatique décisionnelle organisationnelle du GC. Dans l'exigence, comme il est indiqué « à décider » et que l'interface avec le module RA de SAP est réalisée au moment de la mise en œuvre de la plupart des fonctions importantes de la SAE, le Canada peut-il confirmer que les travaux liés à cette exigence doivent être réalisés dans le cadre du jalon n° 8? Dans le cas contraire, veuillez confirmer à quel moment ces travaux pourraient être réalisés.

RÉPONSE: 588

Le Canada retirera l'exigence *Pré. 07*. Si le Canada demande une interaction avec les renseignements d'affaires du GC, cette option sera exercée conformément à la section 7.2.3 *Intégration d'un tiers* de l'*Annexe 1 – Énoncé des travaux, version 2.1*.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS ET LES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.